

Avignon, le 12 décembre 2016

**Déclaration liminaire des représentants des personnels de  
SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES élus au Comité technique local.**

Monsieur le Président,

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES ne saurait commencer ce CTL sans évoquer certains éléments de contexte, tant national que local.

Vous savez que la DDFiP de Vaucluse se situe dans les directions les plus mobilisées sur la journée du 15 novembre. Quels que soient les chiffres, officiels ou réels, près de 40% des agents du Vaucluse étaient en grève ce jour-là.

Vous vous fiez à votre ressenti pour analyser ce que pensent les agents. Pour vous, la situation n'est pas aussi catastrophique qu'on veut bien le dire.

Nous vous disons depuis votre prise de fonction qu'il y a un malaise dans de nombreux services, très souvent lié soit aux réorganisations de services, soit aux suppressions d'emplois, soit régulièrement les deux.

Ainsi, dans cette période de grandes difficultés dans les services, nombreux sont les agents de tous grades qui se replient sur leur clavier, pour ne pas dire sur eux-mêmes, afin de « faire tourner la boutique », ou faire face seuls aux situations parfois inextricables dans laquelle la direction les a placés.

Gordes vient de montrer les limites d'une politique de concentration à tout va de services entiers. La trésorerie d'Apt devra se contenter de 50 % des agents de Gordes ; et que dire encore sur les dégâts collatéraux que subissent les usagers (régression du maillage, service public de moins bonne qualité) et les agents (travail dans des conditions dégradées, opportunité de mutation en général...).

Aujourd'hui, vous passez à la vitesse supérieure avec la création d'un SPFE, souhaité par la DG certes, mais que vous mettez en place dans des conditions particulièrement inquiétantes : sous-dimensionnement des emplois, éclatement de ce service, impact sur tous les services DDFIP...etc... Tous les ingrédients sont à nouveau réunis pour que cette recette « made in Vaucluse » soit indigeste. Encore du gâchis en perspective !!

Vous parliez lors du dernier CHS-CT d'obligation de réussite concernant cette réforme. La manière dont ce nouveau service voit le jour nous fait étrangement penser à la mise en place du PRS il y a quelques années : sous-effectif récurrent et capharnaüm organisationnel permanent.

L'ASR est déjà une catastrophe en soi pour la DGFIP, nous n'avons pas besoin que la DDFIP de Vaucluse l'aggrave encore !

Alors, M le Président, faites en sorte que ce CTL ne soit pas encore une mauvaise pièce de théâtre, mais un vrai lieu d'échanges constructifs, comme vous aimez à le répéter !

L'autre sujet à l'ordre du jour est la répartition des suppressions d'emplois à la DDFiP de Vaucluse. Solidaires Finances Publiques ne conteste pas tous les effets de l'évolution numérique sur la gestion et certains gains de productivité. Néanmoins, la règle arithmétique « gain de productivité/suppressions d'emploi » n'a pas de sens.

Il conviendrait tout d'abord de renforcer la gestion pour obtenir l'assiette de l'impôt la plus fiable possible (particuliers, pros, publicité foncière, etc.), ce qui éviterait des files d'attente inutiles et les questions redondantes.

Il est par ailleurs tout à fait évident qu'il faudrait basculer « les pseudo-gains de productivité » issus de la gestion vers le contrôle. En effet, le contrôle des particuliers est en cours de désorganisation (IR, TH, TF), les contrôles de crédit de TVA et du CICE sont inexistants, celui de la dépense publique est en berne, c'est pourtant la contre-partie affichée et la garantie d'équité de notre système déclaratif : plus de moyens pour un meilleur contrôle ! On est loin du compte...

Vous vous félicitez du faible nombre de suppressions sur notre département cette année ; si on peut être d'accord sur l'arithmétique globale (on verra qu'en détail, il en est autrement), nous vous répondrons, amers, que 6, c'est encore trop et que d'autres départements souffriront encore plus que nous l'année prochaine.

Face à cette liquidation programmée de la DGFIP, Solidaires Finances Publiques rappelle que notre administration est au cœur du fonctionnement de l'État et des Collectivités locales de par les missions qui lui sont confiées. Réduire de façon dogmatique et continue les moyens en emplois et les crédits de fonctionnement de notre administration est irresponsable.

Votre loyauté ne consiste pas qu'à respecter la feuille de route que la direction générale vous a confiée. Elle vous oblige à rendre compte des difficultés et surtout, à en tenir compte. Vous gérez des êtres humains, pas des pions !

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES continuera de combattre ces réformes aussi inefficaces que nuisibles et placera toujours l'humain comme priorité absolue avant toute autre élément à la DGFIP.